

Questions orales

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu aujourd'hui à la Chambre à des questions semblables en disant que nous ne négocions pas avec les producteurs de bois des États-Unis. Le gouvernement du Canada discute de cette question avec le département du Commerce américain, et je n'ai encore reçu aucune information du secrétaire au Commerce.

LA POSITION DE LA MINISTRE—LA PROPOSITION CANADIENNE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, je me demande pourquoi le gouvernement continue de négocier cet accord de lâche visant à établir une taxe à l'exportation du bois d'oeuvre alors que des milliers de travailleurs de l'industrie du bois d'oeuvre du nord de l'Ontario sont déjà mis à pied. Le gouvernement n'affaiblit-il pas tout simplement sa cause en continuant de négocier un compromis avec la coalition américaine et en cédant devant eux au point d'augmenter de 10 à 15 p. 100 son offre qui était pourtant finale? Montera-t-il jusqu'à 20 ou 25 p. 100 la prochaine fois alors que le secteur ferme déjà ses portes?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit à la Chambre, notre proposition comprend diverses mesures destinées à veiller à ce que tous les revenus restent au Canada, à ce que les provinces demeurent libres de déterminer leurs droits de coupe, à ce qu'on évite un dangereux précédent avec la politique américaine des droits compensateurs, à ce que les provinces conservent la possibilité de déterminer leur propre politique de gestion des ressources naturelles et à ce que la souveraineté du Canada soit respectée. Ce sont les raisons pour lesquelles nous avons adopté cette attitude.

* * *

● (1140)

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX CÉRÉALISERS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je pose au premier ministre une question complémentaire sur l'engagement qu'il a pris envers les céréaliers de l'Ouest. Le premier jour de séance après que le gouvernement eut annoncé cet engagement à l'extérieur de la Chambre, j'ai interrogé le premier ministre sur l'urgence de cette aide et le moment où elle serait accordée. Le premier ministre a affirmé que le gouvernement avait l'intention d'agir «le plus rapidement possible».

Le message aux producteurs de grain de l'Ouest était clairement que cette initiative viendrait, sinon avant Noël, du moins

avant la fin de l'année financière. Le premier ministre va-t-il tenir parole, ou n'était-ce que de la poudre aux yeux pour gagner les élections en Saskatchewan?

M. Mazankowski: Qu'avez-vous contre les agriculteurs, Ed?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Pourquoi les néo-démocrates sont-ils toujours contre les intérêts des agriculteurs? Quoi qu'on fasse, cela ne suffit pas et c'est toujours trop tard. En fait, vous vous opposez foncièrement à ce que le gouvernement aide les agriculteurs par cette mesure.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je prie le très honorable premier ministre de s'adresser à la présidence.

M. Mulroney: Toutes mes excuses, monsieur le Président.

Le gouvernement agira dans le sens de l'engagement qu'il a donné à la Chambre des communes.

M. Broadbent: Quand?

M. Mulroney: Le député qui hoche la tête est allé en Saskatchewan. Il a déclaré que les élections se joueraient, du moins dans sa région, selon que les électeurs croyaient en son intérêt ou à celle du premier ministre. Voyez ce qui vous est arrivé.

M. Broadbent: C'est ce que les Canadiens vous diront, après les prochaines élections.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Aucun des deux représentants ne pourra plus rien dire s'ils ne surveillent leur langage. Je demande à tous de s'adresser à la présidence.

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Le premier ministre a déclaré durant la campagne électorale que le gouvernement prévoyait agir le plus rapidement possible. Ne conviendra-t-il pas que, pour les producteurs des Prairies, cela voulait dire bientôt, avant Noël, et certainement avant la fin de l'année financière en cours? Si c'est le message qu'il voulait leur transmettre, respectera-t-il cet engagement et fera-t-il en sorte que ces producteurs des Prairies en difficulté obtiennent leur argent avant la fin de l'année fiscale? Peut-il nous le promettre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je l'ai déjà fait auparavant et encore aujourd'hui, en début de journée. Conformément à ce que nous avions dit, nous avons collaboré avec les agriculteurs, les producteurs et les provinces pour faire en sorte que les versements se fassent le plus rapidement possible. C'est à cela que nous nous étions engagés. Les modalités seront annoncées très prochainement, avant Noël, par le ministre de l'Agriculture.